

Le 3 mai 2010
Contact n°12

CONSEIL QUÉBÉCOIS 23-25 AVRIL, SAGUENAY

Plus que jamais, l'action politique est au cœur du travail syndical

Les délégués du Conseil québécois des TCA réunis à Saguenay les 23, 24 et 25 avril ont une fois de plus consacré une bonne partie de leurs débats à l'action politique. Plus que jamais, ils ont démontré que ce type d'action se situe au cœur de leur travail syndical.

D'entrée de jeu, en livrant son rapport, le directeur québécois des TCA, Jean-Pierre Fortin, posait la question suivante: «50 ans de révolution tranquille! Sommes-nous trop tranquilles?». Faisant allusion aux deux récents budgets des gouvernements Harper et Charest, il affirmait: « Les virages vers les valeurs de droite par le gouvernement conservateur à Ottawa et le gouvernement libéral à Québec sont sans précédent. Ces deux gouvernements nous imposent des reculs majeurs. Dans un contexte de mondialisation, nos sociétés québécoise et canadienne s'américanisent. »

Où étaient les syndicats?

«L'ouverture de nos marchés publics consentie par les conservateurs à Ottawa et l'implantation d'un impôt santé par les libéraux de Québec attaquent de front nos valeurs fondamentales.»

Rappelant qu'au lendemain du budget Bachand, plus de 12,000 personnes provenant des groupes communautaires sont descendues dans les rues de Montréal, il s'est demandé: «Où étaient les syndicats?» Les délégués du Conseil sont intervenus en grand nombre pour partager avec le directeur leur frustration devant l'apathie du mouvement syndical face aux politiques rétrogrades de Québec et d'Ottawa.

Le directeur québécois a lancé un appel pressant à la mobilisation de tous les militants et militantes du syndicat. Il a d'ailleurs révélé qu'à la suite d'un débat tenu sur le sujet au cours de la dernière réunion régulière du Bureau de direction de la FTQ, il a été décidé d'élaborer un plan de riposte au budget antisocial du gouvernement Charest.

Le SPQ Libre

Dans son discours, Jean-Pierre Fortin a aussi abordé la question de l'expulsion récente du SPQ Libre des structures du Parti Québécois, les TCA-Québec ont participé étroitement à la mise sur pied de ce regroupement de syndicalistes et progressistes souverainistes. Le mouvement a perdu sa reconnaissance officielle de «club politique» du PQ, mais il est toujours bien vivant, de dire Jean-Pierre Fortin.

Marc Lavolette, le président du SPQ Libre qui était l'invité du Conseil, s'est demandé quant à lui: « Sommes-nous aujourd'hui en mauvaise posture en tant que syndicalistes et souverainistes? ». Il a répondu par la négative. Pour lui, l'influence des progressistes demeure bien réelle à l'intérieur du PQ. Il se dit qu'il faut continuer à combattre à l'intérieur du parti, parce que c'est le seul parti de masse qui peut permettre de réaliser l'Indépendance et d'instaurer la social-démocratie. Il dénonce ceux qui croient qu'un virage à droite permettra de gagner des votes conservateurs.

Rappelant que «plus le taux de participation au scrutin est élevé, plus le PQ gagne», il soutient qu'il faut combattre l'abstentionnisme plutôt qu'abandonner les idées progressistes.

Les délégués ont adopté avec enthousiasme une recommandation de leur directeur qui «recommande que les militants et militantes du SPQ Libre s'impliquent dans les exécutifs des circonscriptions du Parti Québécois».



Défis multiples et militantisme accru

Tout au cours des délibérations du Conseil québécois des TCA, on pouvait sentir une urgence: celle d'accroître le militantisme pour faire face aux défis multiples auxquels les travailleurs et travailleuses sont confrontés.

Dès l'ouverture, le président du Conseil régional de la FTQ, Yvan Tremblay, dénonçait les assistés sociaux que sont les grandes corporations comme Rio Tinto Alcan et Abitibi Bowater. Ces dernières, qui exploitent nos richesses naturelles à rabais, accaparent aussi l'aide des finances publiques sans se soucier du bien-être des communautés dans lesquelles elles évoluent.

Négociations difficiles

La crise majeure qu'ont fait subir à l'économie mondiale les «bandits financiers», semble servir de prétexte à toutes les entreprises pour exiger des concessions de la part de leurs employés. De nombreux cas de négociations difficiles ont été évoqués tout au long de la fin de semaine par les militants et militantes du syndicat, de même que par les représentants nationaux.

Aux difficultés économiques réelles ou gonflées par les entreprises, s'ajoutent dans certains cas, des traumatismes collectifs anciens. La conclusion décevante de la dernière négociation à l'usine de camion Paccar en est la meilleure illustration. Devant l'intransigeance de la compagnie, les membres ne pouvaient faire abstraction des quatre années de fermeture brutale qui leur avait été imposée entre 1995 et 1999.

De nombreux délégués ont mis l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts pour sensibiliser et former les travailleurs et travailleuses afin qu'ils saisissent davantage les enjeux des négociations. D'ailleurs, plusieurs nouveaux responsables syndicaux locaux sont venus témoigner au micro de la qualité et de l'efficacité des cours offerts par les TCA.

De nombreux invités

Des invités de marque sont invités à chacune des réunions du Conseil québécois. En fin de semaine, les délégués ont ainsi vu défilé Peggy Nash, l'adjointe de Ken Lewenza, le président canadien des TCA, ainsi que Tim Carrie, le président du Conseil canadien des TCA.

Une jeune environnementaliste, Catherine Gauthier, est venue partager son expérience à titre de participante au sommet de Copenhague, où elle avait pu se rendre grâce au parrainage de la section locale 62 des TCA (Bombardier, Centre de finition). Un économiste de la région, Marc Urbain-Proulx, a entretenu les délégués de l'importance pour les Québécoises et Québécois de développer des projets collectifs. Son collègue Sylvain Schetagne, économiste du Congrès du travail du Canada, a entretenu les membres de la grande campagne lancée par la centrale canadienne en faveur d'une bonification des régimes de retraites publiques.

Les TCA en font d'ailleurs une priorité de revendication. Le directeur québécois a recommandé que les «sections locales fassent parvenir une résolution au prochain Congrès de la FTQ afin de réclamer la mise en place d'une campagne provinciale pour la protection de nos régimes de retraite».

Des comités dynamiques

Les différents comités statutaires du Conseil ont à tour de rôle fait rapport. Ainsi, ont défilé les porte-parole du comité de la Condition de vie et de travail des femmes, du Comité des jeunes, du Comité de l'environnement et du Conseil québécois des retraités.

Le coordonateur des TCA au sein du Fonds de solidarité de la FTQ a aussi fait son rapport périodique, soulignant le travail constant des 155 responsables locaux bénévoles qui œuvrent dans tous les milieux de travail TCA.

Au cours de la fin de semaine, les délégués ont aussi salué les départs à la retraite de Richard Fournier, représentant national, et de Roland Poirier, secrétaire trésorier du Conseil.



Le mouvement syndical doit combattre les politiques antisociales de Charest

C'est par un appel au réveil et à la mobilisation du mouvement syndical que le directeur québécois des TCA a ouvert aujourd'hui à Saguenay les assises du Conseil québécois de son syndicat.

M. Fortin, qui est aussi vice-président de la FTQ, déplore en effet l'apathie générale du mouvement syndical face aux budgets antisociaux des gouvernements Harper et Charest. Dans un discours intitulé : « 50 ans de révolution tranquille! Sommes-nous trop tranquilles? », le dirigeant syndical s'en est pris particulièrement au gouvernement québécois qui « sabre notre patrimoine ».

« Le lendemain du budget Bachand, plus de 12 000 personnes provenant des groupes communautaires sont descendues dans les rues de Montréal. Où étaient les syndicats ? », s'est-il demandé.

« Le gouvernement Charest a décidé de passer à l'histoire en volant les pauvres pour en donner davantage aux plus riches de notre société ... Le budget aurait dû puiser dans les poches des bien nantis et non de la classe moyenne et des plus démunis ».

Rappelant que « 3,2% de la population gagne plus de 100 000\$ annuellement » et que certains qui ont « des revenus de plusieurs millions » ne paient aucun impôt, il réclame une hausse de l'impôt sur le revenu. « Ne serait-il pas normal que les plus nantis paient davantage que ceux qui le sont moins? Puisque le déficit

du Québec est dû à une crise financière, créée par les banques et les institutions financières, n'aurait-il pas été approprié de mettre ces dernières à contribution par le biais d'une taxe sur les transactions financières? ».

« La plus scandaleuse des mesures est l'impôt santé. Ainsi, en 2010, chaque citoyen adulte ayant un revenu annuel supérieur à 15 000\$ se verra imposer d'une somme de 25\$, 100\$ en 2011 et 200\$ en 2012 ».

« Cet impôt santé vient créer une brèche majeure dans notre système de santé gratuit et universel. Elle s'attaque de plein fouet au principe de gratuité et instaure un système d'iniquité sans précédent. Un simple citoyen gagnant à peine 15,000\$ par année ou un Pierre Karl Péladeau gagnant plusieurs millions, toute personne adulte paiera la même somme ».

« Les virages vers les valeurs de droite par le gouvernement conservateur à Ottawa et le gouvernement libéral à Québec sont sans précédent. Ces deux gouvernements nous imposent des reculs majeurs. Dans un contexte de mondialisation, nos sociétés québécoise et canadienne s'américanisent ».

M. Fortin croit que l'apathie actuelle du mouvement syndical face aux politiques conservatrices est dommageable tant pour la démocratie que pour la préservation des acquis sociaux. « Tout au long de l'histoire, le mouvement syndical a joué un rôle primordial dans l'instauration de la justice sociale, de conclure M. Fortin. S'il s'endort, c'est la société entière qui en souffrira ».



Truc et astuce

Le recyclage n'est pas seulement bénéfique pour l'environnement, il l'est aussi pour l'économie. En effet, la valorisation et le recyclage contribuent à l'évolution d'une industrie florissante qui crée au moins trois fois plus d'emplois que l'élimination.

Chaque fois que cela est possible, marchez, allez à bicyclette, faites du covoiturage ou utilisez les transports en commun.

Lorsque cela est possible, achetez des produits de fabrication locale afin de réduire la quantité de carburant nécessaire pour transporter les produits.

Nous pouvons tous faire notre part pour l'environnement, il s'agit de s'y mettre!

Comité de l'Environnement du Conseil québécois des TCA



CONSEIL DES TCA PORT ELGIN, 9-11 AVRIL 2010

La solidarité des travailleurs est essentielle pour la densité syndicale,
déclare M. Lewenza



Ken Lewenza, président des TCA, s'adresse au Conseil des TCA.

S'adressant au conseil des TCA le 9 avril dans un discours couvrant un grand nombre de sujets, M. Lewenza, président des TCA, a encouragé les délégués à développer la solidarité entre les travailleurs, notamment en collaborant avec les autres syndicats et en sensibilisant les travailleurs non syndiqués à l'importance de se syndicaliser.

« La densité syndicale au Canada ne cesse de baisser, elle est passée de 30 à 28 pour cent. Cette tendance doit être renversée si nous voulons promouvoir des valeurs et des idéaux progressistes et défendre les principes de la justice sociale », a déclaré Lewenza. « Cela ne peut se faire que si chacun de nous prend conscience de notre rôle d'organiseurs syndicaux. » Lewenza a relevé que depuis son élection, il encourage les membres, en particulier ceux de la province de l'Ontario, à oublier leurs conflits et à travailler pour le rayonnement du syndicat.

Cela veut aussi dire soutenir les magasins et les services affiliés au syndicat. « S'il y a une épicerie syndiquée et une autre non syndiquée, vous devriez acheter dans celle qui est syndiquée. Nous devons enseigner à nos membres à consommer les produits des magasins syndiqués. »

Le conseil célèbre le 10^{ème} anniversaire de l'adhésion aux TCA d'environ 20 000 membres issus d'un syndicat basé aux États-Unis. Ils travaillent dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'accueil, des jeux, du détail et autres.

Négociation par secteur

En Nouvelle-Écosse, les TCA ont travaillé étroitement avec le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) pour conclure de nouvelles conventions collectives dans le secteur hospitalier. Dans l'Ontario, environ 95 pour 100 des ententes hospitalières ont été négociées et largement soutenues par les membres du syndicat, et ce avant les grandes mesures de baisse de salaires annoncées dans le récent budget de l'Ontario. Au cours d'une réunion avec le Premier Ministre McGuinty, Lewenza a souligné que d'autres réductions du financement public de la santé mettront à rude épreuve les services et entraîneront une pression à la baisse sur leur qualité.

Au printemps et en été prochains, le syndicat tiendra plusieurs réunions de négociation avec des maisons de soins de longue durée. « Au Canada, les maisons de soins infirmiers se portent remarquablement bien. Par conséquent, nous rappelons à ces employeurs que les travailleurs ont le droit de profiter de la période de vaches grasses des entreprises qui les emploient », a déclaré Lewenza.

Dans l'industrie automobile, il a remercié les délégués pour leur soutien durant la période difficile de restructuration de l'année dernière. La restructuration a signifié, en partie, la perte de milliers d'emplois, notamment avec la fermeture de l'usine de boîtes de vitesses de General Motors à Windsor en juin de cette année (représentée par la section locale 1973 des TCA) et celle de Ford à St. Thomas, qui cessera ses activités en 2011 (représentée par la section locale 1520 des TCA).

Il a rendu hommage au comité de négociation de CAMI Automotive à Ingersoll, dans l'Ontario qui a repris le service avec tous ses travailleurs. Il a également salué les comités des sections locales 200, 1285, 707 et 222 des TCA qui ont tout mis en œuvre pour négocier et conclure de nouvelles ententes garantissant de nouveaux investissements.

« Dans l'industrie des pièces détachées automobiles, les employeurs profitent de la moindre occasion pour pousser les travailleurs à faire plus de concessions », a noté M. Lewenza. La pression à la baisse s'aggrave. « Nous voulons une stratégie pour éviter des affrontements dans les lieux de travail. » Les responsables syndicaux du secteur des pièces détachées automobiles se réuniront à Port Elgin pour une Conférence sur les pièces détachées qui se tiendra du 30 avril au 1er mai.

Dans l'industrie des mines, les membres des TCA de Sudbury ont signé récemment une nouvelle entente avec Xstrata. Actuellement, la société envisage la fermeture de son usine métallurgique à Timmins. M. Lewenza, accompagné par une coalition de maires du nord de l'Ontario, de politiciens fédéraux et provinciaux, a rencontré le Premier Ministre McGuinty pour l'encourager à user du pouvoir du gouvernement pour empêcher la fermeture. Le syndicat exhorte également le gouvernement à annuler l'annonce de la fermeture de l'usine de Siemens à Hamilton. « Le gouvernement provincial doit reconnaître que Siemens ne peut pas fermer une usine et ensuite continuer de soumissionner aux appels d'offres publics pour des grands projets », a déclaré Lewenza.

Dans l'industrie du transport aérien, l'Accord global sur le transport aérien entre le Canada et l'Union européenne, qui dérèglementera le transport aérien entre le Canada et les 27 pays de l'Union européenne mettra une forte pression sur les travailleurs du secteur. La déréglementation survenue au milieu des années 90 a déjà entraîné la faillite de 25 compagnies aériennes, y compris le cas récent de Sky Service, dont les travailleurs sont représentés par la section locale 2002 des TCA.

Dans le secteur du chemin de fer, la négociation avec VIA Rail se poursuit alors que des négociations contractuelles avec le Canadien Pacifique (CP) et le Canadien National (CN) seront entamés en été et en automne.

Dans le secteur du détail, Lewenza a salué la décision arbitrale qui a permis à 21 travailleurs des magasins PharmaPlus dans la région d'Ottawa d'obtenir des augmentations rétroactives de salaires, que la société avait refusé de payer.

Les secteurs de l'accueil et des jeux ont été frappés de plein fouet par la hausse spectaculaire du dollar canadien. « Que notre gouvernement fédéral considère un dollar canadien fort, poussé par la demande en ressources naturelles canadiennes, comme un atout devrait nous mettre en colère », a déclaré Lewenza.

Pensions

Il y a une grève remarquable à St. Marys Cement à Bowmanville dans l'Ontario pour protester contre le projet de suppression du régime de pensions. Lewenza a encouragé les délégués à soutenir les grévistes et à participer également aux efforts visant à doubler le Régime de pensions du Canada, une campagne orchestrée par le CTC.

Lewenza a salué la mobilisation pour soutenir les anciens travailleurs de Nortel, qui a poussé le gouvernement de l'Ontario à ajouter un poste dans le récent budget pour protéger les pensions des membres. « Ceci n'aurait pas pu se produire sans action; ce n'est pas un cadeau qu'on nous aurait fait », a déclaré M. Lewenza.

Il a aussi encouragé les délégués à soulever la question des maladies mentales, une épidémie invisible qui affecte les familles et les lieux de travail à travers le pays. « Les TCA s'attèleront à détruire les mythes autour des maladies mentales. »

M. Lewenza a également attaqué la problématique de la violence au travail, félicitant la section locale 111, à Vancouver, en C.-B., pour leur campagne revendiquant l'adoption d'une réglementation qui protégera les opérateurs de véhicules de transport en commun. Le 15 juin, le projet de loi 168 entrera en vigueur dans la province de l'Ontario. En effet, il autorise les travailleurs à refuser un travail qu'ils jugent risqué en raison du harcèlement ou de menaces de violence, une grande victoire pour les travailleurs, particulièrement les femmes, a déclaré Lewenza.



Le gouvernement doit étendre les consultations sur les pensions

Joel Harden, chercheur au Congrès du travail du Canada, a esquissé une série de propositions de réformes profondes des pensions dans le cadre de la campagne nationale Sécurité des retraites pour tous, notamment le doublement des prestations du Régime de pensions du Canada (RPC), pendant son allocution au conseil des TCA le 10 avril. Les activistes des TCA sont le moteur de l'appel à la réforme du régime de pensions au Canada, a déclaré Harden.



Le gouvernement fédéral doit étendre le nombre de consultations publiques sur les pensions pour s'assurer que davantage de Canadiens et de Canadiennes aient l'occasion de faire des propositions pour la réforme des pensions au Canada.

En réponse à une recommandation formulée par le président des TCA, M. Lewenza, lors de son discours inaugural au Conseil, les délégués ont soutenu l'appel adressé au ministre des Finances, Jim Flaherty, demandant à multiplier les réunions publiques afin de discuter de ces réformes des pensions tant attendues.

Seulement trois forums ont été organisés par le ministère fédéral des Finances. Le premier a eu lieu à Charlottetown dans l'île-du-Prince-édouard le 6 avril. Les forums futurs se tiendront dans la ville de Québec et à Richmond, en Colombie-Britannique (dates à préciser).

« Si le gouvernement parle des pensions aujourd'hui, c'est uniquement en raison des pressions provenant des campagnes menées par le mouvement syndical », a déclaré Dave Crosswell, secrétaire financier de la section locale 200 des TCA.

Mais le gouvernement doit faire plus, a indiqué Jenny Ahn, directrice de la mobilisation des membres et des campagnes.

« Il est ridicule que ce gouvernement demande une contribution publique aussi limitée pour les questions les plus essentielles et pressantes auxquelles sont confrontés les Canadiens et les Canadiennes, jeunes et âgé(e)s », a ajouté Ahn. Elle a aussi encouragé les délégués à s'adresser à leurs députés et membres de l'Assemblée législative pour réclamer des modifications de la législation en matière du RPC. Pour faire passer des amendements, sept provinces ou celles représentant 51 pour cent de la population doivent donner leur accord.

M. Len Harrison, président du comité exécutif des travailleurs retraités des TCA a exhorté les délégués du conseil à transmettre directement au ministre Flaherty et à leurs députés respectifs, avec le plus grand empressement possible, les principales exigences du syndicat dans le cadre de la campagne Sécurité des retraites pour tous.

« Si nous parvenons à rallier le mouvement syndical à notre cause, il ne fait aucun doute que nous obtiendrons ces réformes des pensions. »

Outre le doublement des prestations du RPC, les TCA demandent l'augmentation du Supplément de revenu garanti (SRG) pour la pension de la sécurité de la vieillesse ainsi qu'un fonds d'assurance national de prestations des pensions.

Pour plus d'informations sur la campagne Sécurité des retraites pour tous, veuillez visiter : <http://www.caw.ca/en/7978.htm>



Les travailleurs doivent se battre contre l'agenda de Harper, martèle l'AFPC

Les travailleurs des secteurs public et privé doivent s'unir pour barrer la voie à l'agenda anti-travailleur du gouvernement conservateur de Stephen Harper, déclare John Gordon, président de l'Alliance de la fonction publique du Canada.

M. Gordon, président d'une organisation qui compte 172 000 membres, a confié aux délégués du conseil des TCA que bon nombre de luttes que mènent ses membres sont semblables à celles des membres des TCA.

Les employeurs, tant des sociétés privées que publiques, profitent de la crise économique actuelle pour s'attaquer aux salaires, aux pensions, aux avantages et aux droits professionnels des travailleurs, a affirmé Gordon.



John Gordon a déclaré que l'Organisation internationale du travail avait estimé auparavant que le chômage toucherait 50 millions de personnes dans le monde. Mais aujourd'hui, l'organisme des Nations unies affirme que le chiffre est plus proche de 200 millions.

Il a fait remarquer que la crise économique mondiale a provoqué la montée du chômage, de la pauvreté, du racisme et de la xénophobie. « Les travailleurs sont présentés comme le bouc émissaire pendant cette crise économique, a-t-il ajouté. Mais cette crise a été précipitée par l'avidité et l'incompétence du secteur financier. »

Au lieu de s'attaquer aux véritables causes de la crise telles que la nécessité de renforcer la réglementation des institutions financières, les employeurs des secteurs public et privé ne tirent aucune leçon, et s'en prennent aux travailleurs, a-t-il noté. Il a mis en garde contre le gouvernement fédéral et les médias qui promeuvent l'hystérie du déficit en préconisant la baisse des salaires dans la fonction publique et la vente des actifs publics comme seule issue à la crise.

Gordon a encouragé l'investissement, et non les coupures ; l'intérêt public, et non l'avidité des entreprises ; et il a réclamé des solutions Fait au Canada qui profiteraient à tous les travailleurs et à toutes les familles au Canada. « Personne ne doit être oublié. Votre combat est notre combat. »



Pression sur le Premier Ministre McGuinty de bloquer la fermeture du site métallurgique de Xstrata

Le gouvernement de l'Ontario créera un précédent dangereux s'il permet que le géant minier étranger Xstrata ferme son site métallurgique à forte valeur ajoutée de Kidd Creek pour se contenter d'extraire des matières premières à Timmins, dans l'Ontario, a déclaré M. Lewenza.

Au cours d'une réunion le 8 avril, M. Lewenza a dit au Premier Ministre Dalton McGuinty que si Xstrata est autorisée à fermer son site métallurgique cet été, cela coûtera 670 emplois directs et plus de 4 400 emplois indirects, ce qui constituerait un sérieux revers pour la province.

Il a encouragé M. McGuinty à s'assurer que cette société qui fait des bénéfices élevés continue de fournir des emplois à forte valeur ajoutée sur le site métallurgique si elle veut continuer d'extraire des ressources minières dans l'Ontario.

Une coalition de maires du nord de l'Ontario, de politiciens régionaux et de délégués syndicaux a rencontré McGuinty pour l'encourager à bloquer la fermeture du site métallurgique de Xstrata. La section locale 599 des TCA représente le site métallurgique.

Voici un résumé des autres points abordés par M. Lewenza :

- Xstrata, le géant minier étranger continue de faire d'énormes bénéfices. « Les matières premières que la société extrait des mines et transforme à Timmins ont une valeur commerciale de 1,6 milliards de dollars par an - nous savons que ces opérations procurent de grands bénéfices. Il ne s'agit donc pas ici d'une société qui veut cesser ses activités en raison de pertes financières ; »

- Il faut des fonderies pour transformer les matières premières en métal. « Même à une période où les entreprises métallurgiques roulent sur de l'or, la fonderie ne sera pas le chaînon qui fera le plus de profit. » Mais, à y regarder de près, la fonderie est le domaine qui compte le plus d'emplois à valeur ajoutée, qui reçoit le plus d'investissement en haute technologie et qui constitue le plus important dérivé économique.

- Xstrata engrange des bénéfices depuis l'extraction jusqu'à la fonderie. Ses prévisions montrent qu'elle attend d'énormes profits des deux côtés de ses opérations - 85 pour cent des mines et 15 pour cent de la fonderie. « Si une entreprise fait des centaines de millions de bénéfices dans l'extraction minière, mais pas autant dans la fonderie, devrait-elle être autorisée à fermer purement et simplement la fonderie ? »

- La réalité est contraire aux allégations selon lesquelles il n'y a pas assez de matières premières pour faire fonctionner le site. « Très bientôt, nous serons en position d'exporter des matières premières du Canada, en violation même des dispositions laxistes de la présente Loi sur les mines de l'Ontario. »

- La fermeture anéantira la communauté. « L'impact économique, calculé par des chercheurs indépendants, montre que pour chaque emploi perdu dans la région de Timmins, trois autres emplois disparaîtront ailleurs dans l'Ontario, amenant le nombre total d'emplois perdus à plus de 4 400. » De plus, la fermeture du site entraînera une perte annuelle d'impôts chiffrée à 152 millions de dollars.

- L'Ontario a le pouvoir d'imposer le changement. « Même sous la présente Loi sur les mines, qui doit être durcie, le gouvernement de l'Ontario a le pouvoir d'imposer que le raffinage et la transformation se réalisent au Canada. Pour l'octroi de nouveaux permis, nous devons envoyer un signal que l'Ontario exige des emplois à valeur ajoutée en échange à l'accès à nos ressources. »

Télécharger une lettre envoyée au gouvernement pour demander l'annulation de la fermeture à : <http://www.caw.ca/en/8807.htm>.



Les gouvernements doivent aider à maintenir les lignes de chemin de fer du nord, ont déclaré les TCA

Les infrastructures ferroviaires sont trop importantes pour le bien-être économique et social du nord de l'Ontario pour être abandonnées ou sous-financées. Par conséquent, les TCA se joignent au North Bay Council pour réclamer une aide provinciale et fédérale.

Une récente motion écrite par le North Bay Council appelant les gouvernements provincial et fédéral à sauver les lignes du nord de l'Ontario d'une éventuelle fermeture par le Canadien Pacifique montre la grande difficulté à laquelle sont confrontés les communautés et les travailleurs du nord.

Le Canadien Pacifique recherche activement ou est censé commencer à chercher des opérateurs à qui louer un certain nombre de principales lignes de chemin de fer dans le nord-ouest de l'Ontario. Il s'agit, entre autres, des lignes Smith Falls - Sudbury, Petawawa - Mattawa et Temiscaming - Sudbury.

« Le gouvernement provincial doit mandater sa propre compagnie de chemin de fer, la Commission de transport Ontario Northland (CTON) à jouer un plus grand rôle dans la région en la dotant de moyens pour s'étendre dans les régions aujourd'hui menacées d'abandon », a déclaré Brian Kelly, porte-parole de la Ontario Northland General Chairpersons Association.

« La CTON a joué un rôle important dans le développement du nord-est de (l'Ontario) et nous sommes certains qu'elle peut en faire autant dans les autres régions du nord. C'est une solution à long terme qui peut effectivement résoudre la crise », a déclaré M. Kelly, également président de la section locale 103 des TCA.

Tom Murphy, président de la section locale 101 des TCA qui représente 2 700 travailleurs du CP, a affirmé que le chemin de fer national a joué un rôle fondamental dans la formation d'une nation unie et forte en reliant les régions à travers le pays, y compris de nombreuses communautés petites, lointaines et isolées.

« Un réseau ferroviaire est essentiel au développement économique durable du Canada et particulièrement des petites communautés », a noté M. Murphy. « Le gouvernement a un rôle déterminant à jouer dans le maintien de liaisons ferroviaires transrégionales fortes et dynamiques. Les gouvernements municipaux dans le nord de l'Ontario ont reconnu ce fait depuis longtemps, les gouvernements provincial et fédéral devraient en faire autant. »

